

Vivre heureux en quartier populaire

Les mots ont un sens. L'expression « quartier populaire » est ainsi souvent synonyme de quartier sensible, difficile. C'est vrai quelquefois... Pourtant, quand on y regarde plus près, on découvre aussi une vie ensemble rendue possible grâce aux associations et à l'engagement de ces nombreux militants investis dans ces quartiers.

Dans ce dossier, nous allons ainsi à la rencontre de Roselyne, Annie, Simone... toujours à l'action avec les habitants, les associations, les élus. Parler des quartiers populaires, c'est aussi parler des centres de santé, des maisons de quartier, des épiceries et restaurants solidaires, des équipements sportifs...

Dans ces quartiers, la vie impose une certaine mixité sociale : personnes immigrées, retraitées, ouvriers, employés, chômeurs... quelquefois des cadres. On y rencontre des personnes de tous âges, des enfants aux plus anciens. Cette pluralité, cette diversité sont une chance pour le bien vivre ensemble. La cité, c'est chez eux ! C'est leur territoire, leur famille. Ils s'y retrouvent dans la rue, sur la pelouse, en faisant les courses ou en terrasse des cafés. L'école, la paroisse, les groupes inter-religieux jouent aussi un rôle d'amélioration du vivre ensemble.

La vie en quartier peut être difficile, mais les habitants savent aussi se le réapproprier et y vivre ensemble en citoyens. ●



Dossier coordonné par Catherine Baudier

599

témoignage.aco

Quartier, engagement, rencontre...

DUNKERQUE (59) Dans la vie du quartier de la Verrerie, les associations jouent un rôle primordial.

Je travaille dans une association d'action sociale qui se situe dans le quartier. L'Armée du salut, les Restos du cœur, un service de prévention auprès des jeunes sont également installés dans le voisinage. C'est à l'occasion d'une réhabilitation lourde dans le cadre de l'ANRU (agence nationale de rénovation urbaine) qu'il a été décidé d'un accompagnement individuel et collectif de 260 locataires. Il m'était demandé de suivre les personnes qui pouvaient rencontrer des difficultés à supporter les travaux (personnes âgées ou malades) et d'expliquer ceux qui allaient être entrepris. Nous avons mis en place des actions pour un mieux vivre ensemble dans le quartier.

Avec les habitants

que je n'étais pas sortie et je me suis rendue à cette permanence, et je travaille depuis à l'hôpital comme agent hospitalier. » Pourquoi a-t-elle répondu à cet appel ? J'ai été vers elle pour l'aider « à rouler la pierre qui était devant son tombeau » ?

Avec les voisins

Nous avons créé avec les habitants une vidéo sur l'histoire du quartier, avec l'aide des archives de Dunkerque, par le biais d'interview des personnes les plus âgées. Avec d'autres locataires, nous avons effectué un reportage photographique du quartier et des travaux de réhabilitation en cours. Et avec les parents et les enfants, nous avons construit une maquette en carton, à partir de l'expression des uns et des autres. Je me souviens de Théo, qui nous a dit : « À l'école, on apprend la grande histoire et ici c'est notre histoire ». Cette vidéo a été projetée lors d'une fête de quartier. Nous étions parvenus à réunir les diverses associations du quartier, qui, à

mon grand étonnement, ne se connaissaient pas. Nous avons décidé d'organiser une fête des voisins géante. Le responsable de l'Armée du Salut s'est rendu dans chaque entrée pour inviter les habitants. Le matin, il pleuvait, à midi, un soleil resplendissant, certains locataires sont venus très timidement, mais ce fut une réussite, il y avait de la joie dans les cœurs.

Le plus important...

Dans cette aventure, ce qui me paraît le plus important, c'est le « aller vers ». C'était à chaque fois une nouvelle rencontre. C'était la vie cachée, des paroles et des actes, je récoltais les joies, la souffrance, le deuil, les doutes... « Nous autres, gens de la rue, ce monde où Dieu nous a mis, c'est pour nous le lieu de notre sainteté » écrit Madeleine Delbrel. ●

Annie Vandebunder

■ **Contact :**
annie.vandebunder@free.fr



L'épicerie solidaire des 4 ponts

LOIRE (42) Quelques personnes œuvrant, depuis plusieurs années, dans des associations caritatives, se sont interrogées sur la façon dont était gérée l'aide alimentaire. Elles ont créé une association passerelle entre le don alimentaire et le commerce traditionnel. L'idée d'un magasin était née.

Notre projet a été présenté à des associations, aux travailleurs sociaux et aux élus. Bien sûr, il y a eu beaucoup de réserves, d'interrogations mais on a continué, et l'Épicerie Solidaire des 4 Ponts (ES4P) a ouvert en 2011.

Les objectifs de l'épicerie

- Permettre à des personnes en difficulté de se nourrir correctement à moindre coût. Pour cela nous vendons des produits alimentaires de qualité,

des produits d'hygiène et d'entretien, en moyenne à 30 % du prix moyen du marché.

- Permettre aux personnes d'être accompagnées vers leur retour à l'autonomie financière et sociale. L'économie réalisée par les personnes est réinvestie dans ce à cause de quoi elles étaient en difficulté. Nous l'appelons « leur projet » : retard de loyer, des charges, l'achat d'un appareil ménager, le financement d'une formation, de frais médicaux, etc.

Pour exemple, une famille de 4 personnes peut faire une économie de 216 € par mois.

L'accompagnement est assuré par une conseillère en économie sociale et familiale (CESF), qui les reçoit environ une fois par mois. Elle les aide dans l'ouverture de leurs droits, la gestion de leur budget, les démarches administratives, etc.

Les 2 CESF animent, avec des bénévoles, des ateliers sur différents thèmes tels que la cuisine, la santé, les économies d'énergie, les micro-crédits, qu'est-ce qu'une mutuelle, etc.

Le fonctionnement de l'association

Aujourd'hui, l'association fonctionne grâce à une équipe de 48 bénévoles et 2 salariées en CDI, pour lesquels nous organisons des formations. Quant aux financements, nous ne percevons que 25 % de subventions publiques provenant essentiellement des communes partenaires et des C.C.A.S. Nous faisons des appels à

projet, organisons des spectacles... Nous avons des donateurs privés et surtout nous avons développé le mécénat d'entreprises.

Nous accueillons les habitants de 8 communes et d'un comité d'entreprise (entre 75 et 80 familles par mois).

Le montant du panier est calculé en fonction du reste à vivre (RAV) et de la composition de la famille. Les clients-bénéficiaires viennent dépenser librement ce montant à l'épicerie, qui est ouverte 3 demi-journées par semaine.

Se sentir respecté et libre

Au service des personnes

Les clients-bénéficiaires sont divers. Ce sont des personnes qui perçoivent les minimas sociaux, des indemnités chômage, des allocations d'invalidité, mais qui de plus en plus aussi travaillent en CDI ou CDD. Ce sont aussi des personnes en instance de divorce, des familles monoparentales, et de plus en plus de retraités. Elles sont heureuses de venir faire leurs courses comme dans un magasin traditionnel. Elles se sentent respectées, sont libres d'acheter ce qu'elles veulent.

C'est ce qu'on a toujours voulu... Ça n'a pas toujours été facile, mais on n'a toujours eu qu'un seul objectif : créer une association qui permette aux personnes de se sortir elles-mêmes de leurs difficultés et ainsi reprendre leur vie en main. On n'a rien lâché et ce depuis bientôt 10 ans. On a le sentiment de ne pas trop mal réussir... ●

Simone Momein et toute l'équipe de bénévoles et salariées

■ **Contact :**
direction@epicerie-solidaire4ponts.fr



La diversité dans les quartiers prioritaires ou populaires

Depuis le début des années 80, la France a développé une politique d'intervention dans les quartiers les plus fragiles de son territoire. Ambition ? répondre aux besoins spécifiques de ses habitants et « réduire les écarts » entre ces quartiers dits « prioritaires » et les autres territoires à proximité.

Des quartiers sans diversité sociale ?

Il est certain que les ménages les plus favorisés ne sont pas dans les quartiers populaires. Pour autant, une analyse de la diversité sociale met en évidence que ce sont dans les quartiers les plus riches qu'il y a le plus d'homogénéité sociale. C'est-à-dire qu'il y a proportionnellement plus de ménages de

« classe moyenne ou intermédiaire » dans les quartiers les plus pauvres qu'il n'y en a dans les territoires les plus riches.

L'image que peuvent avoir les quartiers les plus pauvres est souvent une image « faussée », teintée d'un regard éloigné sur ceux qui vivent dans les quartiers.

Vivre ensemble dans les quartiers ?

La recherche d'une « mixité sociale » dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville a été un objectif, mais souvent décrié car considéré comme inaccessible ou alors risqué.

Vivre ensemble :

- permet de lutter contre les représentations, et donc les discriminations ou les jugements sans fondement,
- offre des possibilités de mobilités sociales par des effets d'entraînements (cela est très fort pour les enfants au cours de leur scolarité),

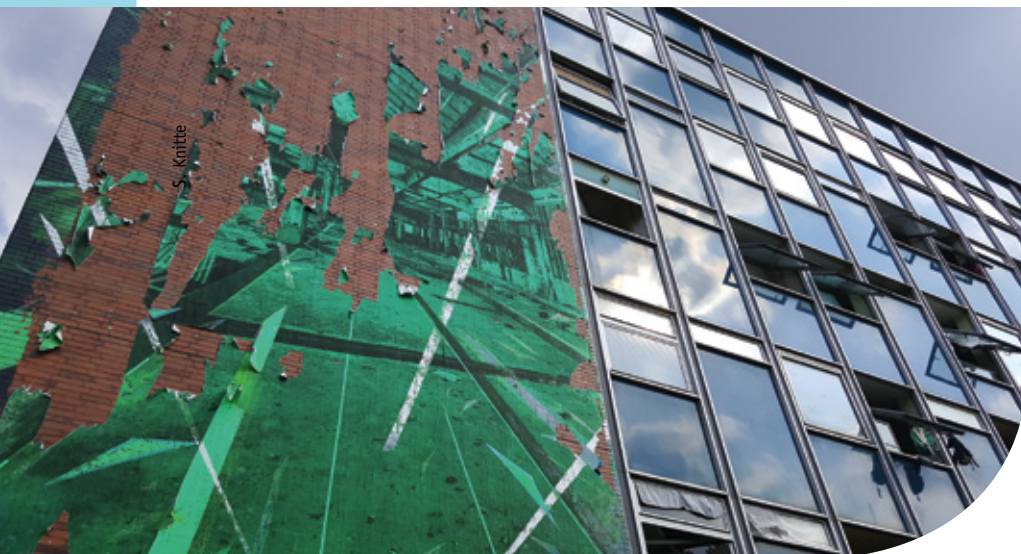
- permet l'accès de tous aux réseaux d'informations qui sont essentiels dans une vie (orientations, opportunités en matière de formation, accès à l'emploi, ...),

- permet la construction d'un monde plus solidaire car cette solidarité s'effectue en direction de personnes qui sont proches de nous et ainsi elle est mieux comprise.

Or, actuellement, les lieux d'échange entre ménages « aisés ou favorisés » et les ménages « les plus pauvres » ne sont pas fréquents. Cela se traduit par des conséquences nombreuses pour les habitants, au travers de ce qui est appelé « l'effet quartier ». Ainsi, les orientations scolaires à niveau social des parents équivalent ne sont pas les mêmes pour les enfants des quartiers que pour les enfants des autres territoires. La probabilité d'être au chômage ou d'avoir un emploi moins rémunérateur à niveau de formation équivalent est plus importante pour les habitants des quartiers que pour les habitants des autres territoires. Tout cela est lié à cette absence de vivre ensemble.

« Mais la mixité ne se décrète pas ! »

Cette phrase revient en boucle pour justifier l'absence de mixité dans les quartiers. Les ménages ne veulent pas vivre ensemble quand ils sont de réalités sociales diverses, chacun voulant rester avec des personnes de son milieu. Cette « vérité » est avant tout celle des ménages les plus favorisés, qui en effet ne souhaitent pas cette proximité. Mais est-ce vrai pour les autres catégories ? Bien des ménages de catégories modestes n'hésitent pas à contourner



les cartes scolaires. Cela s'explique par l'envie que leurs enfants côtoient des enfants d'autres milieux. Il y a eu de nombreux mouvements de parents demandant la révision des cartes scolaires des collèges en particulier, pour que les enfants des quartiers étudient avec des enfants de milieux sociaux différents.

« La rénovation urbaine, un outil au service de la mixité... »

La rénovation urbaine a utilisé cet argument de la mixité sociale. La destruction de barres, de tours et le développement d'une offre de logements « résidentiels » devaient offrir plus de mixité sociale dans les quartiers. Cela est sans doute le cas, mais malheureusement trop souvent « à la marge ».

Nombre de ces logements qui se construisent en remplacement de logements sociaux détruits sont achetés par des ménages qui « investissent » donc qui ne vivent pas dans le quartier puisqu'ils les louent. Les locataires ne restent pas toujours suffisamment de temps pour investir les quartiers et donc contribuer réellement à la diversité sociale. Pour beaucoup, il n'y a pas d'accompagnement ou d'accueil afin qu'ils utilisent les services du quartier (clubs sportifs, écoles, ...). De plus, ces destructions font disparaître des logements sociaux très peu chers au regard de leur environnement. Les logements sociaux créés dans d'autres territoires sont plus chers, même s'il existe des chartes de logement.

Alors que faire ?

Il est nécessaire de développer la recherche d'un vivre ensemble dans tous les quartiers d'une agglomération et pas seulement dans les quartiers populaires.



Le vivre ensemble est une valeur sur laquelle il n'est pas permis de transiger

La logique d'un taux de logements sociaux de 20 % à 25 % (lié à la loi dite SRU, Solidarité et renouvellement urbain) est un outil qui aurait pu être très pertinent mais qui malheureusement n'a pas suffisamment porté ses fruits. Il a été trop détourné par certains élus qui ont fait blocage.

Enfin, il ne permet pas cet équilibre entre quartiers puisqu'il aborde une dimension communale (une commune avec un grand quartier de logements sociaux peut répondre aux objectifs sans que les autres quartiers de cette commune n'aient une diversité de types de logement et d'habitants). La logique développée par de nombreuses communes imposant au-delà de 15 logements (par exemple) un taux de 25 % à 30 % de logements sociaux est certainement une bonne réponse. Pour les habitants des quartiers populaires, il faudrait développer des interventions qui permettent de les faire accéder aux politiques publiques communales où se retrouvent les habitants des autres quartiers (sport, culture,

loisirs...). Cela est aussi vrai pour la carte des établissements scolaires. Si cela est plus complexe pour les écoles maternelles et primaires, une carte scolaire ouvrant sur une réelle mixité sociale dans les collèges par exemple est nécessaire. Des adolescents de 11 à 15 ans peuvent se déplacer d'un quartier à l'autre.

Le vivre ensemble est une valeur sur laquelle il n'est pas permis de transiger. Si cette valeur était abandonnée, ce serait inévitablement les ménages les plus pauvres qui en seraient victimes. Les habitants des quartiers populaires ont beaucoup à perdre avec de l'entre-soi. Il faut changer l'image des quartiers, sortir des clichés trop rapides, favoriser les espaces de rencontres, diversifier l'habitat (mais pas seulement dans les quartiers populaires). Le vivre ensemble, on a tous à y gagner. ●

Hervé Guéry
Responsable du bureau d'études « le Compas » qui réalise des travaux d'études sur l'ensemble du territoire national (www.lecompas.fr)

■ Contact : query.goude@wanadoo.fr

Dire sa foi en quartier populaire

LOIRE (42) Laïque en mission ecclésiale pour la pastorale en monde populaire du diocèse de Saint-Étienne, Roselyne Duval nous invite à découvrir comment dire sa foi en quartier populaire.

Dire sa foi en quartier populaire, ça ne se fait pas comme cela ! Il y a tout un cheminement, une confiance à trouver, des partages de vie à construire, un collectif, une écoute, la découverte d'être aimé par Dieu, quel que soit son parcours de vie.

La pastorale en monde populaire du diocèse de Saint-Étienne invite à des rencontres d'équipe. Ce sont les premiers pas, la rencontre avec d'autres personnes qui vivent bien souvent les mêmes conditions précaires. Ne serait-ce pas là le bon terreau pour dire sa foi ?

Savoir accueillir

« *Viens et vois* » (Jean 1, 46), cette invitation est souvent lancée pour inviter à une rencontre d'équipe. L'accueil est important. Donner la parole et écouter la vie de celui ou celle qui rejoint l'équipe est fondateur. Cette personne se sent alors importante pour les autres. À son tour elle écoute les autres et s'enrichit du partage. Souvent elle se rend compte qu'elle n'est pas seule à vivre des galères et que peut-être par les conseils et par la solidarité, on peut agir ensemble.

Au fil des rencontres, la confiance s'installe. À chacune des rencontres, il



Il y a un temps de prière qui aide à interioriser, à retrouver le calme, la paix. Chacun peut réagir, dire ce qu'il comprend ou ne comprend pas. Comment cette prière éclaire sa vie. Et là, c'est souvent très beau, les participants prennent la parole, cherchent et se découvrent aimés de Dieu. Souvent je vois une grande joie, la paix chez eux.

Et puis, dire sa foi, ça passe aussi par beaucoup de petites expériences. Hélène nous raconte qu'elle aide un voisin âgé et malade. Elle dit : « *C'est lourd à porter mais je me sens responsable de lui, responsable de mon frère. Je suis contente de ce que je fais, ça m'apaise ! Peu importe qui il est, c'est un voisin, c'est mon prochain. Inconsciemment, je crois que je mets en pratique l'Évangile.* »

Une foi qui se dit

Il y a aussi la foi de certaines personnes toutes tournées vers les prières,

l'adoration, les bougies à l'église, la dévotion à Marie ; cette foi est souvent issue de leur culture, de leur histoire. Je pense à Espérance, en demande d'asile et qui dit en parlant de l'épidémie : « *On ne peut que prier Dieu de nous épargner.* » Et Éliane qui lui dit : « *Si tu pries Dieu et que tu vas embrasser tes amies, ça ne t'empêchera pas d'attraper le virus.* » Et Espérance de répondre :

« *Oui, tu as raison, il faut faire très attention et prier le Dieu.* »

Oui, dire sa foi en quartier populaire c'est possible. Ça se vit, ça redonne espoir et confiance en soi, ça aide à rejoindre d'autres personnes, un collectif. Dire sa foi, n'est-ce pas aussi dire sa vie ? N'est-ce pas la promesse de Pâques ? Que nous soyons des hommes et des femmes debout ? ●

Le bon terreau pour dire sa foi

Roselyne Duval

■ **Contact :**
roselyneduval59@laposte.net

Quartiers populaires, une histoire

Parler de l'histoire des quartiers populaires c'est s'inscrire de plain-pied dans l'histoire économique mais aussi politique de nos villes.

Dès la 2^e partie du XIX^e siècle, l'industrialisation et les nouveaux aménagements urbains vont repousser les classes populaires vers les faubourgs des grandes villes. En parallèle à ce départ des populations, les industries et certaines activités municipales (hôpitaux, cimetières...) vont eux aussi rejoindre les périphéries.

Petit à petit, cette population ouvrière va chercher à acquérir des terrains pour y construire des logements de type pavillonnaire. Malheureusement cette expansion se fera de manière relativement anarchique et sans équipements publics ni même d'infrastructures routières.

L'action politique

Cette situation qui va perdurer jusqu'à l'entre-deux guerre va alors évoluer avec l'implication de l'État, en particulier la loi Sarraut de 1928 qui va permettre de financer des infrastructures notamment de voirie. C'est également dans ce contexte que le tout jeune Parti communiste et la SFIO vont prendre en charge les revendications des populations de ces territoires, spécialement en région parisienne. Les municipalités communistes s'appuieront en particulier sur une culture de classe et marqueront l'espace d'une manière politique en particulier dans la toponymie. La gestion des municipalités socialistes

sera, quant à elle, plus marquée par une vision hygiéniste, à l'exemple des cités jardins.

Après la 2^e guerre mondiale, l'urbanisation de la France se poursuit. Face aux besoins, une politique de construction de grands ensembles est menée. Toutefois cette volonté se centrera presque exclusivement sur le logement au détriment, là encore, des infrastructures en particulier de transport.

Ce sont alors des familles venant de province ou des personnes rapatriées des anciennes colonies qui viennent habiter ces quartiers, les plus pauvres et les migrants restant pour leur part dans les logements insalubres des centres-villes.

Ruptures et continuités

À la fin des années 70, la politique de la ville vise en partie à permettre l'accession à la propriété au travers du pavillon individuel. Les classes moyennes quittent alors massivement

les quartiers populaires. C'est à cette période que commence également le délitement des « banlieues rouges ».

Les décennies qui vont suivre vont voir de plus en plus l'État prendre en charge cette politique de la ville, en délimitant

spécifiquement les territoires de son action en s'appuyant aussi sur l'arrivée de financements européens.

On le voit, la question des quartiers populaires est marquée dès l'origine par la question d'un déficit en infrastructures. Aujourd'hui encore cette situation est criante, alors que la crise sanitaire s'est installée. Ces quartiers restent, avec les zones rurales, largement sous équipés au niveau médical.

Ce sont ces populations, majoritairement ouvrières, qui doivent également continuer à se déplacer chaque jour pour aller travailler. ●

Sylvain Knittel

■ **Contact :**
secretairegeneral@acofrance.fr



S Knittel

À lire



Quartiers populaires, quartiers politiques

Le sociologue Denis Merklen nous invite dans cet ouvrage à mesurer l'importance des enjeux politiques et démocratiques qui se jouent aujourd'hui dans les quartiers populaires, devenus lieux d'identité première pour de nombreux habitants de nos territoires.

« Tout conduit à penser qu'une bonne partie de l'identité des classes populaires migre du travail vers l'habitat. Ceux qu'on nommait avant les ouvriers sont devenus simplement des habitants de quartier, ils sont socialement identifiés par des références au territoire où ils habitent. Quand des jeunes de classe populaire transitent vers des espaces publics qui ne sont pas directement associés à leur univers, on voit en eux des banlieusards ou des jeunes de quartier. Mais aussi les adultes et les enfants sont souvent socialement définis comme des habitants de quartier. » écrit-il ainsi dans son introduction.

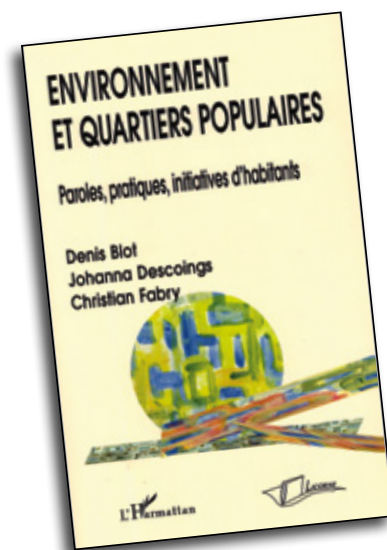
Un livre de Denis Merklen, Éditions La Dispute, 304 p., 24 €

Environnement et quartiers populaires

La question de l'environnement s'arrête-t-elle aux frontières des quartiers d'habitat social ? Que disent les occupants de la façon dont ils investissent leur espace ? Ces paroles et ces expériences révèlent que, dans les quartiers populaires, des habitants exercent un « pouvoir d'agir » actionnant en même

temps les ressorts de l'environnement et de la solidarité. Il y a là des chemins d'innovation sociale d'un grand intérêt.

Un livre de Denis Blot, Johanna Descoings et Christian Fabry, Éditions L'Harmattan, 240 p., 17 €



Quelques chiffres

• La part des revenus liés au travail est proportionnellement à l'ensemble des ressources des ménages plus importante dans la composition des revenus des habitants des quartiers populaires qu'elle ne l'est dans celle des revenus des habitants des quartiers les plus riches. Ainsi, en moyenne, 63 % des revenus des ménages dans les quartiers

de la politique de la ville proviennent du travail, contre 20 % pour les revenus des prestations (qu'elles soient sociales, familiales ou liées au logement). Le travail est de très loin, la principale source de revenus des ménages vivant en quartier populaire, alors que dans les quartiers les plus riches ce sont les revenus du patrimoine et les retraites qui sont proportionnellement sur-représentés.

• La part des plus de 60 ans « actifs » (c'est-à-dire en emploi ou en recherche d'emploi) y est presque aussi importante que celle observée dans les autres territoires.

• Les habitants des quartiers populaires sont dans presque toutes les communes ceux qui utilisent le moins les politiques publiques locales (culture, loisirs, sport, périscolaire, restauration scolaire, modes de garde, ...) malgré les politiques de tarification au quotient, par conséquent aussi ceux qui coûtent le moins cher aux finances publiques locales.

• Dans les quartiers populaires, il y a des ménages qui travaillent, souvent peu payés, avec des horaires décalés et des emplois précaires, mais aussi des seniors qui ont de toutes petites retraites et qui ont besoin de revenus complémentaires pour pouvoir vivre. Il y a proportionnellement moins de personnes dépendant des prestations sociales que de personnes actives. ●

Réfléchir ensemble avec la Priorité

« Dans les quartiers, la rencontre semble l'élément moteur pour renforcer et respecter les différences, casser l'individualisme, rapprocher les cultures. » (« Bien vivre dans son quartier »).

- Dans notre quartier ou dans les quartiers que nous connaissons, quelles initiatives repérons-nous qui favorisent le vivre ensemble ?
- Comment l'ACO, là où je suis, est-elle un lieu de rencontre avec les autres, avec le Christ ? Comment peut-elle le devenir ?
- Comment pouvons-nous agir pour permettre à chacun d'être acteur dans son quartier ?